



# LE VIVANT électronique

## (N° 124 octobre 2009)

E-mail : [info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

Site : [www.vivant.org](http://www.vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR

BELGIQUE

[jpbrasseur@vivant.org](mailto:jpbrasseur@vivant.org)

00 32 499 35.85.72

### INTRODUCTION

Le professeur Daniel Raventós, professeur de la Faculté « Économie et Entreprise » de l'Université Barcelone, nous a fait parvenir cet article en espagnol dont nous avons assuré la traduction.

Quelques passages du texte ont été supprimés (...) ou réécrits en vue d'une bonne compréhension.

Cet article veut montrer à quel point **la Revenu de base est un outil précieux** en temps de crise et préventif en temps de croissance.

**LA REDACTION**  
**Jean-Paul Brasseur**

### LE REVENU DE BASE FACE A LA CRISE

**Le revenu de base : une bonne proposition en époque prospère, très bonne en temps de crise. Commentaires pour l'Argentine et le Royaume d'Espagne.**

Le revenu de base (RB) est une rentrée (au moins de la même quantité que le seuil de pauvreté en sa meilleure version) payée par l'Etat, comme droit de citoyenneté, à chaque citoyen de plein droit ou résident du pays, même s'il ne veut pas travailler sous une forme rémunérée et sans prendre en considération que ce citoyen soit riche ou pauvre ou bénéficiaire d'autres sources de revenus.

La crise économique actuelle invite à la réflexion sur le rôle que peut jouer le revenu de base comme moyen efficace pour combattre quelques-uns de ses pires effets.

Les données du Royaume d'Espagne et de la République d'Argentine montrent que les problèmes sont similaires, bien que le contenu différent, autant dans les Etats riches que dans ceux économiquement plus pauvres et dépendants. La crise actuelle révèle quelques différences avec d'autres comme celles du Mexique en 1994, du Sud-Est asiatique en 1997, de la Russie en 1998, du Brésil en 1999 et de l'Argentine en 2001. .

Son épice se situe dans les économies centrales et spécialement aux Etats-Unis. C'est une crise du système de paiements des pays riches et non le résultat du manque de ressources des pays le plus pauvres pour payer leur dette.

Bien plus, il ne s'agit pas seulement d'une crise financière « d'actifs toxiques » dans quelques banques. C'est une crise du régime de croissance économique dirigée par les finances, qui a soutenu par l'endettement la demande mondiale grâce à l'augmentation des rentrées des familles dans les pays riches. Il ne s'agit pas d'un problème de maniement dépensier des ressources dans les pays moins développés qui, au contraire, dans de nombreux cas ont enregistré des excédents tant fiscaux que commerciaux.

La crise, cependant, tous en souffrent. C'est là sans doute une des différences la plus notable avec la crise de 1930 : son impact sur le commerce et les finances de l'économie globale peut être plus importante .

Cette crise a été précédée par un climat de prospérité qui a réalimenté la croyance orthodoxe dans la solution des problèmes de désoccupation, de pauvreté et de distribution des rentrées par le débordement de la croissance économique du monde globalisé.

Pour certains, le problème de la distribution serait résolu automatiquement grâce aux bénéfices de la croissance économique

Les faits démontent que ces raisonnements sont erronés.

Le gouvernement des Etats-Unis a réagi à la crise, pourvoyant d'argent ceux qui avaient administré imprudemment (et même d'une manière criminelle) les ressources financières.

Cette aide financière si complaisante, accorde généreusement à des entités dont les propriétaires et dirigeants sont en grande partie responsables de la crise. Cette aide est en fort contraste avec les politiques telles que la Rente de base qui essaie d'attirer l'attention directement sur les problèmes que doivent affronter les victimes les plus vulnérables de la crise. Tandis qu'on fait cadeau (*par des prêts*) de Fonds publics pour sauver les affaires de ceux qui, à ce qu'il semble, continue à jouir d'honoraires juteux, on continue à refuser que les citoyens communs, ceux qui sont plus dans le besoin, reçoivent le Revenu de Base, et cela avec des arguments sans fondement tels que : « Ce cadeau ne les encouragerait pas à travailler, » « Il n'y a pas de ressources suffisantes » ou « On ne peut accorder un subside (*prêt*) sans contrepartie etc.

Ces arguments, on ne les a pas employés pour empêcher de subsidier (*aider*) tous ceux-là qui se sont enrichis avec la valorisation financière du capital.

Ce qui est en crise, c'est quelque chose de plus qu'un système financier spéculatif.

Est en crise un régime réglementé et dirigé par les finances dont une des caractéristiques centrales est l'inflation des actifs et la croissance du crédit vers les secteurs les plus avantagés dans la distribution du revenu.

Le processus de financement de l'économie s'est accompagné d'un fort recul de la distribution de la Rente et d'une grande flexibilité des places d'emploi et des rentrées du travail autant dans les pays centraux que dans les périphériques.

C'est ainsi que les familles se sont vues « forcées » à compléter leurs revenus du travail, l'inflation des rentrées provenant des actifs placés dans le marché de capitaux (Fonds de pensions ; Fonds d'investissement) et des crédits (spécialement hypothécaires) obtenus par l'offre de leurs actifs en garantie.

Pour les pauvres, la globalisation financière a offert des micro-crédits, de telle façon qu'au lieu d'être « bénéficiaires de droit », ils sont devenus débiteurs et clients d'institutions qui de cette manière les « intègrent » au système financier.

On a beaucoup parlé de la nécessité de nouvelles institutions régulatrices face aux décisions olympiennes des organismes multinationaux chargés de la prévention ou administration de la crise économique, et très peu à propos de la nécessité de revoir les politiques de distribution du revenu et

du droit à une rentrée financière. C'est ici que le Revenu de Base apporte une voie rationnelle de distribution du revenu de façon stable et égalitaire aux personnes qui vivent de leur travail mais ne trouvent pas dans le marché de l'emploi et encore moins dans les marchés financiers cette rationnelle protection.

Le Revenu de Base apparaît ainsi comme une mesure complémentaire pour les rentrées par d'autres sources, mesure qui renforce son efficacité quand les emplois se voient menacés par les mêmes ajustements prescrits maintenant pour faire face à la crise.

La réorganisation de l'économie mondiale n'est pas seulement une question de finances, mais aussi de tout le système de protection de la société et de la distribution du pouvoir d'achat de la population face aux conséquences de la crise déclenchée par l'éclatement d'une demande gonflée par les produits financiers inventés par des fundamentalistes du marché et de la croissance éternelle.

Quelques chiffres pour illustrer l'amplitude du problème.

Aucune précision n'a mentionné que le taux de chômage au Royaume d'Espagne atteindrait 17,3 % pour le premier trimestre 2009. Certaines prévisions de chercheurs en viennent à estimer jusqu'à **30% de chômage à la fin 2010.**

De toute façon, en cette mi 2009, le nombre de chômeurs au Royaume d'Espagne dépasse déjà officiellement les 4 millions et dans ce qui reste de l'année, 100.000 travailleurs vont perdre leur emploi dans leurs entreprises respectives. Evidemment, bien plus nombreux seront ceux qui le perdront par la fermeture directe d'autres entreprises(...) Ce qui rend encore plus noir l'avenir, c'est de savoir que la récupération économique, quand elle finira par se produire, ne pourra pas absorber en un minimum de temps ces niveaux de chômage.

Dans le meilleur des cas, il faudra bien des années de croissance soutenue pour résorber les 5 millions de chômeurs, chiffre qu'on sera près d'atteindre ou même pourrait être dépassé au moment le plus fort de la destruction de l'emploi.

En Argentine, la situation est semblable bien qu'on doive regretter qu'il ne soit pas possible de donner des chiffres précis, car depuis le début 2007, le gouvernement contrôle L'Institut National de Statistiques et Recensements, de telle sorte que tous les indicateurs économiques et sociaux se voient distordus.

Ce que nous savons, c'est que cette intervention a permis de faire chuter le chômage de 20 % à 8 %, environ alors que l'emploi informel et sans garantie social restait de 43 % à 45 % du total d'employés.

Mais en 2008, la croissance s'est freinée et plusieurs indicateurs alternatifs aux marqueurs officiels montrent un retentissement brusque depuis le dernier trimestre de l'année en question, et cela avec une augmentation du chômage (...) qui se situe dans les petites et moyennes entreprises. Une situation semblable est observée dans d'autres pays d'Amérique Latine. Selon le CEPAL, l'année 2008 marque la fin d'une période de six années d'expansion dans la région et une projection d'augmentation du chômage.(www.eclac.cl) (...)

## **CE QUE LE REVENU DE BASE POURRAIT APPORTER EN SITUATION DE CRISE**

Que peut apporter une politique comme celle du Revenu de Base dans des situations comme celles qui peuvent s'observer et prévoir à court et moyen terme ?

**En premier lieu,** avec un Revenu de Base pour un temps indéfini et inconditionnel, la perte d'un poste d'emploi n'aurait pas de conséquences si préoccupantes pour le bien-être des victimes.

La foule croissante de désoccupés que provoque la crise pousse les travailleurs à accepter des emplois précaires de tous genres, instables, sans sécurité sociale. Un Revenu de Base universel et inconditionnel allègerait ces problèmes pour autant que la concurrence pour l'emploi et la discussion entre travailleurs et chefs d'entreprises se déroulent avec la garantie d'une rentrée en marge du revenu du travail.

**En second lieu**, La Revenu de Base permettrait une moindre crainte du risque pour les personnes qui auraient des projets d'auto-occupation.

En ce sens, le Revenu de Base serait bien **plus efficace que le Micro-Crédit** pour stimuler la création de petites entreprises et de coopératives, puisqu'il garantirait une rentrée stable, permanente, **sans dette à couvrir ni intérêt usuraires**.

En temps de dépression, le Revenu de Base faciliterait les tâches d'auto-occupation et même d'organisation en coopérative de ses bénéficiaires

Cela permettrait une meilleure garantie pour faire face en partie, à un éventuel échec de la petite entreprise.

**En troisième lieu**, le Revenu de Base pourrait représenter, en cas de grèves ouvrières, une espèce de caisse inconditionnelle de résistance dont les effets sur le renforcement du pouvoir de négociation des travailleurs ne serait pas négligeable.

La disponibilité d'un Revenu de Base permettrait d'affronter le conflit du travail d'une façon beaucoup moins risquée. Actuellement, les jours de grève réduisent les salaires de manière difficilement supportable si, comme c'est le cas pour l'immense majorité de la classe ouvrière, on ne dispose pas d'autres ressources.

Vu la crise, les conflits du travail sont en augmentation puisque la dite crise n'amène pas seulement la réduction des postes d'emploi mais aussi des **salaires** et autres bénéfices dans l'emploi. Par-dessus le marché, il y a de plus en plus des travailleurs sans représentation syndicale.

Le Revenu de Base pourrait remplir un rôle très important dans les luttes de résistance autant des travailleurs syndiqués que de ceux qui sont abandonnés à leur lutte personnelle, reconstruisant ainsi l'identité ouvrière ou employée en un moment de précarisation croissante du monde du travail.

Dans le cadre de la crise, le Revenu de Base ne se propose pas comme une alternative pour remplacer le revenu de l'emploi, mais bien **comme un instrument qui fortifie la position des travailleurs** dans leur poste de travail et dans leur propre recherche d'emploi.

Dans la situation actuelle, la crise ne fait qu'augmenter le morcellement de la classe des travailleurs dans leurs revendications de telle sorte que les travailleurs non-organisés et précaires auront moins de possibilités pour discuter leurs conditions de travail.

Un Revenu de Base universel et inconditionnel favorise tout citoyen quelque soit son activité spécifique, en même temps qu'il donnerait plus de souffle pour s'opposer aux ajustements des conditions de l'emploi ou de l'emploi lui-même.

**Quatrièmement**, la crise révèle clairement l'importance d'un Revenu Universel et inconditionnel comme une forme de prévention contre l'apparition de nouveaux pauvres face à la crise. Cet objectif de prévention ne peut être atteint par les programmes d'assistance qui pullulent en Amérique Latine et qui exigent un contrôle de la situation de besoin pour recevoir l'aide.

Ces programmes non seulement n'atteignent pas la totalité de la population dans le besoin, mais en plus, jusqu'à ce que s'effectue le contrôle nécessaire de la réalité des besoins ( et cela dans le cas où on le fait réellement), la crise se sera déjà déchaînée dans toute sa force sur la population la plus vulnérable.

Les programmes conditionnés (Conditional Cash Transfer Programs) n'ont pas la capacité en temps et manière de répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables dans une situation de crise et ils finissent par sélectionner des bénéficiaires selon des critères discriminatoires.

Pour comble, ces programmes alimentent une bureaucratie coûteuse qui a le pouvoir de classer les bénéficiaires potentiels, d'évaluer constamment leur niveau et leurs conditions d'existence, au point d'envahir leur propre vie privée, engendrant les situations typiques du « piège de la pauvreté ». La crise accorde plus de favoritisme dans la distribution des bénéfices et renforce les possibilités d'user politiquement le pouvoir de sélection des bénéficiaires. Le Revenu de Base non seulement épargne les coûts bureaucratiques non-nécessaires mais en outre, accorde des bénéfices par droit propre de la citoyenneté en évitant des intermédiaires qui transforment la population nécessiteuse en clientèle politique.

**En cinquième lieu**, et pour conclure quelque part, un thème très discuté face à la crise est la nécessité de soutenir la consommation des familles.

De fait, les familles ont eu durant les années du « boom » une capacité de consommation qui dépassait leurs rentrées salariales grâce à l'inflation des prix d'actifs financiers et de crédits, ceux-ci spécialement hypothécaires, mais aussi de consommation.

Maintenant, l'ajustement ne se produira pas grâce à des rentrées extra-salariales vu que vont diminuer en même temps les revenus de l'emploi et qu'une partie de ces revenus sera destinée au paiement de la dette accumulée par l'Etat.

Dans des pays comme l'Argentine, si même cela ne s'est pas produit dans le même ordre de grandeur, la récupération économique s'est accompagnée de crédits à la consommation des familles de classe moyenne ou haute, en même temps qu'une forte croissance de construction de résidence et de la demande automotrice. Les deux secteurs se trouvent fortement affectés par la crise.

Entre temps, chaque jour le gouvernement annonce des mesures pour relancer la demande des secteurs moyens et supérieurs. Cela avec des crédits pour l'achat de biens durables (automobiles, électo-domestique etc...) (...) par le recours aux actifs des fonds de retraites et pensions récemment étatisés.

Cependant, aucune annonce de politiques de distribution de subsides n'est effectuée pour les groupes les plus vulnérables. L'augmentation de dépenses des programmes actuels d'assistance qui en de nombreux cas, retire l'argent d'autres programmes sociaux (comme celui de la prévision sociale) n'est pas à la hauteur des besoins, et l'attention se concentre sur la subvention à des entreprises qui se déclarent en difficultés (de nouveau avec des fonds du système de Sécurité sociale).

Outre leur insuffisance, les politiques d'assistance continueront à engendrer des problèmes de discrimination, de coût bureaucratiques, d'inefficience, d'iniquité, de clientélisme politique etc.

En contraste, le revenu de Base est un mode plus efficient et égalitaire pour distribuer le pouvoir de consommation et soutenir la demande, particulièrement dans les pays d'inégalité d'Amérique Latine où historiquement, la croissance économique est liée à la consommation des plus riches.

Le Revenu de Base n'est pas seulement une façon juste de redistribuer le revenu en faveur des groupes les plus vulnérables sans provoquer leur stigmatisation, mais c'est aussi un mode efficient de stabiliser la demande de consommation dans l'économie domestique.

A l'échelle macro-économique, le Revenu de Base agirait comme un stabilisateur de la demande qui permettrait que se produisent des effets multiplicateurs dans l'économie.

Il n'existe aucune garantie à ce que l'argent qui va dans les banques aille se transformer en plus de crédit, répondant à la demande des groupes qui ont davantage de besoins.

Ce que devraient faire les gouvernements, c'est garantir un niveau de base de la demande qui puisse soutenir l'économie.

La régression dans la distribution des rentrées qui s'est produite durant les dernières années au Etats-Unis et dans autres pays riches recommande cette garantie.

Ce niveau de base de la demande devrait être davantage garanti dans les pays moins développés où le revenu de base remplirait une fonction très efficace du point de vue Macro-Economique.

## **MAIS PAS SEULEMENT EN PERIODE DE CRISE**

Les raisons exposées qui rendraient plus pertinente un Revenu de Base dans une situation économique dégressive comme celle qui se répand dans le monde entier, n'invalident pas les arguments en faveur de la proposition dans une hypothétique situation technique de plein emploi et de prospérité économique.

Le Revenu de base peut être un élément important d'une société juste en des moments différents du cycle économique. Mais cela ne doit pas conduire à croire qu'il constitue une mesure suffisante pour cette société juste. Cela serait une conception disproportionnée du Revenu de Base ou bien une idée boiteuse sur ce qu'est une société juste.

Un Revenu de Base peut théoriquement se concevoir dans une société qui transpire l'injustice par tout ses pores. Il est donc important de considérer la forme dans laquelle le Revenu de Base se conjuguerait avec d'autres politiques. Spécialement, un Revenu de Base que nous considérons politiquement et philosophiquement intéressant devrait se lier à une redistribution de la rente des riches en faveur des pauvres, exactement dans la direction opposée à ce qui s'est écoulé les 30 dernières années.

Cela équivaut à considérer le rôle des impôts. En une époque de crise économique, alors qu'on en est arrivé à utiliser des milliards d'euros en assistances à « financial mismanagers », pour reprendre une expression de Michel Hudson, s'affaiblissent davantage les arguments qui mettent en question l'utilisation de fonds publics pour les distribuer aux plus nécessiteux. Il est clair que le problème n'est pas de fonds mais bien de décision politique de les destiner à l'une ou l'autre finalité.

En Argentine et en Amérique latine, de nombreuses études signalent qu'en comparaison avec les pays d'Europe, la région prélève peu d'impôts et surtout peu d'impôts directs. Le gros de la fiscalité est composé des impôts indirects. (...) Une combinaison entre un Revenu de base universel agissant comme crédit fiscal effectif et une remise en ordre du système en faveur des impôts directs, améliorerait l'efficacité économique et sociale et augmenterait les recettes fiscales, exerçant de la sorte un effet progressif sur la distribution du revenu.

**Pour conclure**, s'il existe de bons arguments pour défendre le Revenu de Base dans des situations de croissance économique, de chute du chômage et de tendances favorables des indicateurs sociaux, ces arguments sont encore plus consistants face à la crise qui continue à s'approfondir à l'échelle internationale. Bien plus, on peut affirmer que les impacts de cette crise seront davantage dévastateurs à cause de l'absence d'engagement politique pour avancer avec des propositions comme le revenu de Base dans les moments d'expansion.

Au lieu de se fier aux impacts positifs d'un cycle court de croissance économique de l'emploi et de crédit, ce qu'il faudrait faire, c'est reformuler en forme permanente les systèmes de transferts fiscaux pour rendre effective un revenu de base et ainsi soutenir le cycle de croissance et prévenir les pires des effets de crises.

Le crédit que devrait avoir la citoyenneté n'est pas celui, qui est lié à l'hypothèque de sa maison, mais bien ce qui lui revient de par le simple droit d'exister et de vivre en société.

## **NOTES**

1. En Amérique Latine, le Revenu de Base est connu comme rente citoyenne ou au Brésil, « Rente de base de citoyenneté ».
2. Une version plus résumée de cet article a été publiée en anglais dans la revue australienne « On Line Opinion »; une autre version plus ample se publiera dans le N° 5 de l'édition imprimée de « Sin permiso (sans permission)